



Dr Denis Mukwege au forum Stand Speak Rise Up! en 2019

## Soigner le corps et l'esprit

DR DENIS MUKWEGE

GYNÉCOLOGUE, PRIX NOBEL DE LA PAIX 2018,  
MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE STAND SPEAK RISE UP!

Je tiens avant tout à saluer l'engagement de S.A.R. la Grande-Duchesse de Luxembourg à utiliser sa voix influente pour mettre la lumière sur l'impératif d'éliminer les violences sexuelles liées aux conflits. Cette détermination s'est notamment traduite par l'organisation au Luxembourg en 2019 d'un forum international visant à mettre fin aux violences sexuelles dans les zones fragiles et par son initiative de lancer l'association Stand Speak Rise Up! dont j'ai l'honneur de faire partie du Conseil d'Administration. Nos objectifs, à savoir soutenir les survivantes, plaider pour la justice et se mobiliser pour éradiquer le viol comme arme de guerre s'apparentent au combat de ma vie.

L'indifférence et l'inaction ont trop longtemps prévalu mais depuis l'adoption des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le lien entre les violences sexuelles, la paix et la sécurité internationales est clairement établi, et le viol et les autres crimes à caractère sexistes utilisés comme stratégie de guerre ont à juste titre été codifiés dans le Statut de Rome portant création de la Cour Pénale Internationale comme crime de guerre, crime contre l'humanité, voire comme un acte constitutif du crime de génocide. Il s'agit d'une avancée notable car pour traiter un problème, il faut d'abord qu'il soit reconnu.

Aujourd'hui, grâce à cette évolution du cadre normatif, plus aucun responsable politique ou militaire ne peut ignorer ou négliger qu'il est contraire au droit international d'utiliser le viol et les violences sexuelles comme une arme de guerre, de terreur et même d'extermination. Ce qui apparaissait dans l'histoire comme une conséquence inévitable de la guerre semble pouvoir devenir évitable.

Les avancées du droit international découlant d'une prise de conscience récente de la gravité de ces crimes ne doivent pas occulter le fait que le fléau de la violence sexuelle, qui est une véritable pandémie, continue de prévaloir dans tous les contextes de conflits contemporains, à l'instar de la situation actuelle en Ukraine, au Tigré ou en République Démocratique du Congo (RDC), où les corps des femmes et des jeunes filles sont devenus un champ de bataille.

Cette méthode de guerre est moins chère que les armes classiques mais extrêmement efficace, puisqu'elle cause aussi d'énormes souffrances et engendre des conséquences dramatiques qui s'inscrivent dans le court, le moyen et le long terme : le déplacement massif de la population, la réduction démographique, la destruction du tissu social et des capacités économiques des communautés affectées.

**Il ne s'agit plus d'une simple crise humanitaire mais d'une véritable crise de notre humanité.** Pourtant, force est de constater que les réponses nécessaires pour surmonter les difficultés liées à la lutte contre les violences sexuelles, tant du point de vue de la prévention que de la prise en charge des victimes, restent sous-financées, et la culture de l'impunité prévaut toujours largement pour les crimes à caractère sexuels. Ainsi, notre lutte pour un monde dans lequel chaque femme et chaque fille ont

« *Les survivantes ont droit non seulement à des soins holistiques mais aussi à la justice* »

le droit de vivre à l'abri de la violence se poursuit.

Lorsque la société n'a pas protégé en temps utile les femmes et les enfants, elle a le devoir moral et légal d'assurer une prise en charge holistique au bénéfice des victimes et de se mobiliser pour prévenir la non-répétition de ces atrocités. C'est ce que nous nous efforçons de faire depuis plus de 20 ans à Panzi, à l'Est de la RDC, où les cycles de violence persistent jusqu'à ce jour dans le contexte d'une situation sécuritaire volatile qui continue de se détériorer.

Pour répondre aux besoins de prise en charge des survivantes, nous avons développé un modèle d'assistance holistique à l'hôpital et à la fondation Panzi pour offrir un paquet de soins complet aux victimes. Le modèle de guichet unique ou «One-stop Center» s'est développé progressivement pour répondre au même endroit aux différents besoins de nos patientes, qui ne doivent relater leur histoire qu'une seule fois – ce qui évite les retraumatisations – et sont ensuite guidées dans un système de référencement interne à la carte où elles peuvent recevoir un accompagnement personnalisé et centré sur leurs besoins, qui inclut une réponse médicale et chirurgicale, le soutien psychologique, la réinsertion sociale et économique et la prise en charge juridique des patientes.

En outre, notre prise en charge ne se limite pas à la période d'hospitalisation mais se poursuit avec un accompagnement de nos patientes dans leur milieu d'origine. Par la médiation et la mise en réseau, nos équipes mobiles de la Fondation Panzi

contribuent à retisser les liens familiaux et communautaires mis à rude épreuve par cette barbarie et participent ainsi à la reconstruction du tissu social et à l'intégration socio-économique.

**Notre stratégie vise à transformer la souffrance en force et la peine en pouvoir, et d'outiller les femmes pour développer leur capacité à devenir autonomes à leur sortie.** Une prise en charge holistique aide les femmes à reprendre confiance et l'estime d'elles-mêmes. De plus, nous constatons avec satisfaction que beaucoup de nos patientes, après quelques semaines ou mois de traitement, d'accompagnement et de renforcement de capacités, deviennent de véritables activistes des droits de la femme, protégeant non seulement leurs droits, mais aussi ceux de leurs enfants et de leurs communautés, faisant d'elles des actrices du changement dans leur milieu.

Le modèle de prise en charge pluridisciplinaire des survivantes de violences sexuelles et basées sur le genre que nous avons développé au fil de notre expérience a commencé à être dupliqué en dehors de Panzi sous forme de « One-stop center », notamment à Kinshasa mais aussi à Bangui, en République Centrafricaine, où les femmes trouvent au même endroit tous les services comprenant aussi bien les paquets de la protection maternelle et infantile, la consultation prénatale, l'accouchement, le planning familial, la consultation post natale ainsi que le paquet de violence sexuelle et basée sur le genre (VBG).

La souffrance des victimes est universelle, et le modèle d'assistance holistique basé sur 4 piliers complémentaires – médical, psychologique, socio-économique et légal – l'est tout autant. Ainsi, il est temps que cette prise en charge globale soit reconnue comme un droit humain à la réhabilitation pour toutes les survivantes de violences sexuelles, en temps de guerre comme en période de paix. La reconnaissance effective de ce droit à la réhabilitation a vocation à constituer un formidable levier, non seulement pour restaurer la dignité des femmes mais aussi pour favoriser la réalisation de nombreux objectifs de développement durable.

Ensuite, pour lutter contre les violences sexuelles et prévenir leur renouvellement, il est impératif de faire évoluer les mentalités au sein de l'ensemble de la société, car les **violences sexuelles liées aux conflits ne sont que l'expression patente des violences et des discriminations commises de façon latente en temps de paix.**

L'un des outils les plus importants pour la prévention des violences sexuelles et la lutte contre les pratiques néfastes et les coutumes rétrogrades affectant les droits humains des femmes est l'éducation. Cette sensibilisation à l'égalité entre les sexes doit commencer dès le plus jeune âge et se poursuivre à toutes les étapes de la vie car les femmes ne peuvent résoudre seules le problème des violences sexuelles.

En effet, les violences basées sur le genre étant intimement liées au rapport de domination et de force régissant les relations entre les femmes et les hommes dans les sociétés patriarcales, nous lançons par conséquent un appel aux hommes pour qu'ils se libèrent de leur masculinité toxique et fassent partie de la solution en s'engageant à promouvoir un nouveau paradigme basé sur le respect mutuel et la complémentarité au sein de la famille, de la société et des institutions, où la femme sera l'égale de l'homme, en droit et dans les faits.

Enfin, les survivantes ont non seulement droit à des soins holistiques de qualité mais aussi à la justice, à la vérité et à des réparations. Alors que de plus en plus de survivantes brisent le silence à travers le monde et constituent des preuves vivantes de la commission de ces crimes odieux, il faut apporter une réponse judiciaire efficace et combler le fossé qui existe entre les lois et la pratique.

La justice ne représente pas seulement un outil de répression des criminels : elle constitue un outil indispensable pour prévenir la répétition de la violence et préserver le contrat social en traçant une ligne de démarcation entre ce qui est permis et interdit. En outre, les réparations sont essentielles pour reconnaître le préjudice infligé aux victimes, parachever leur processus de guérison et leur permettre de se réintégrer dans la société avec dignité. **Ce n'est qu'avec cette vision holistique de la justice, tant rétributive que réparatrice, que chaque société meurtrie par les conflits pourra avancer durablement sur le chemin de la paix,** qui est la plus grande aspiration de toutes les survivantes de violences sexuelles à travers le monde.

Ainsi, nous appelons la communauté des Nations à se mobiliser pour que tant les individus que les Etats qui commettent, ordonnent ou tolèrent l'utilisation des violences sexuelles comme une méthode de guerre aient à rendre des comptes en vue de mettre fin à l'impunité qui demeure davantage la norme que l'exception en matière de crimes sexuels et sexistes.

C'est animé par cette volonté que nous avons initié avec la Fondation Mukwege l'Initiative Ligne Rouge, et que nous soutenons avec les membres du SEMA – le Réseau mondial des Survivantes de violences sexuelles – le processus de rédaction d'une nouvelle Déclaration des Survivantes sur l'élimination de l'utilisation de la violence sexuelle comme arme de guerre et que nous travaillons à la conception d'un Guide pour les Etats sur les obligations internationales existantes en matière de prévention, de réponse et de répression des violences sexuelles liées aux conflits.

Nous gageons que ces importants outils de plaidoyer contribueront à accroître la prise de conscience globale et à galvaniser la volonté politique pour apporter des réponses robustes à la pandémie des violences sexuelles en période de conflit. Le temps est venu pour que le rejet moral de la violence sexuelle en tant que méthode de guerre soit traduit par des outils juridiques permettant de la prévenir et la réprimer efficacement grâce à une volonté politique forte pour éradiquer ce fléau qui fait honte à notre humanité.

Les survivantes n'attendent pas la réaffirmation de la préoccupation des décideurs et des responsables politiques, ni la réitération d'engagements déjà maintes fois exprimés. **Elles attendent la traduction de ces engagements en actions** et en résultats concrets pour établir une fois pour toutes une ligne rouge contre l'utilisation des violences sexuelles dans les conflits !